CONSTANTINE

Les habitants de «Dalario» ferment la RN3

Passée l'euphorie qui a suivi la qualification de l'équipe nationale de football au Mondial, Constantine renoue avec la protestation.

Mardi, les habitants de la ferme Hadjadj Bachir, ex-Dalario (environ 500 âmes), située dans la commune d'Ouled Rahmoune, à 3 km d'El-Khroub sur la RN3, revendiquant le logement rural, ont bloqué cet axe routier desservant les wilayas de Batna, Oum-El-Bouaghi et Tébessa.

Les autorités locales ont répondu par la répression, mobilisant toute une unité de gendarmes antiémeutes. Femmes et hommes de ce hameau, les jeunes comme les vieux, sont sortis dans la rue pour montrer leur colère. Ils ont barré la route au moyen de pneus, de pierres, et autres troncs d'arbres dès les premières heures de la matinée. Les automobilistes, venant de Tébessa et Oum-El-Bouaghi, sur la RN10, ont dû prendre une déviation donnant sur un chemin de wilaya desservant Bounouara et Aïn-Abid pour enfin rejoindre El-Khroub où un bouchon monstre s'est constitué devant la gare routière.

Ceux qui allaient vers Batna ont dû également prendre le même chemin. A notre arrivée, vers 10h, une ambulance de la Protection civile évacuait un blessé. A coups de matraque, les gendarmes avaient déjà dégagé la voie publique, même si les cris des femmes réclamant la libération des protestataires arrêtés durant l'intervention se faisaient entendre à plus d'un kilomètre à la ronde. On ne connaît pas l'identité du blessé évacué par les pompiers. Les personnes arrêtées, une dizaine selon les habitants de la ferme, se trouvaient à l'intérieur des véhicules de la Gendarmerie, loin des protestataires, en attendant leur transfert vers la brigade d'Ouled Rahmoune.

Le maire de la commune s'est déplacé sur les lieux. Ses palabres avec les femmes en colère n'étaient pas si rassurantes puisqu'il n'avait, à l'en croire, rien à faire pour eux. «Sauf les gens qui justifient d'un acte de propriété d'un terrain peuvent bénéficier de l'aide et du permis de construire dans le cadre du logement rural», rétorquera-t-il.

Cette localité est une composition d'immeubles hérités de l'ancienne ferme coloniale, d'un petit village socialiste construit vers la fin des années 1970 et d'un bidonville qui s'est érigé tout autour. Des baraques montées avec toute sorte de matériaux, des deux pièces ou trois pièces dans le meilleur des cas, où s'entassent des familles nombreuses. Promiscuité, froid... ils vivent dans une situation aussi misérable que dramatique. «Mon mari est paralysé à cause du froid dont nous souffrons l'hiver dans notre gourbi. Nous sommes des Algériens aussi et nous avons le droit à un logement décent.

Nous n'avons rien réclamé de sorcier et puis qui peut justifier d'un acte de propriété ? Ce sont des terrains qui appartiennent à l'Etat», éclatera une vieille dame, laquelle a vu ses trois fils arrêtés par les gendarmes. La route fut rouverte à la circulation vers 11h, soit une heure après avoir muselé la protestation.

L. H.

CONSTRUCTION RURALE À BOUMERDÈS

Des milliers d'aides gelées

Certains P/APC de la wilaya de Boumerdès voudraient bien aider leurs administrés à bénéficier de l'aide à la construction rurale (Fonal) de 700 000 DA. Cependant, les élus communaux font face à des problèmes de bureaucratie. Résultat : des milliers d'aides sont gelées.

Le premier magistrat de la commune de Taourga (daïra de Baghlia), Attouchi Rabah, que nous avons rencontré lors de la première conférence sur la jeunesse organisée par son parti, le FFS, à Boumerdès, n'a pas caché son dépit à ce sujet. «Notre commune a bénéficié en 2008 d'un quota de 120 aides. Seules 20 ont été réparties et leurs destinataires construisent. Le solde a été récupéré par la wilaya.»

En effet, selon lui, la majorité des postulants n'a pu remettre le dossier exigé. Pour Taourga, l'acte de propriété est exigé pour l'acceptation de la demande. Les communes de la daïra de Baghlia dont fait partie cette municipalité de 9 000 habitants ont eu la chance, ou la malchance, d'être cadastrées dans les années 1980. Par conséquent, l'administration estime que les propriétaires terriens sont normalement en possession de leurs actes.

Ce n'est malheureusement pas le cas. Tout le monde connaît les problèmes que pose l'héritage notamment dans les régions rurales, particulièrement en Kabylie.

Pour contourner cet écueil, M. Attouchi propose une solution, notamment par l'attribution d'un certificat administratif au demandeur qui fait partie d'un héritage et qui peut dégager un terrain de construction. Ce document (certificat) ne sera signé, d'après notre vis-à-vis, exclusivement que par le P/APC après l'attestation de deux témoins de bonne foi et une enquête menée par les services techniques communaux. Pour éviter d'éventuels abus, le PAPC déclare : «Je suis prêt à assumer toutes mes responsabilités pour agir dans la transparence. D'ailleurs, dans des cas précis, je demanderai le consentement de la famille du demandeur.»

Comme dans plusieurs petites communes rurales, où tout le monde connaît tout le monde, l'identification du demandeur et du terrain choisi pour la construction d'un logement est une tâche aisée. La balle est dans le camp de l'administration pour trouver une formule plus souple et attribuer des milliers d'aides consenties par l'Etat mais gelées pour ce problème d'acte de propriété — il est question de 3 000 unités reversées par la wilaya de Boumerdès dans la formule LSP en 2008.

Abachi L.

TIZI-OUZOU

L'antenne de la Cacobatph se hisse au rang de direction régionale

Dépendant jusque-là de la direction régionale de Boumerdès, l'antenne tizi-ouzéenne de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du BTPH, (Cacobatph) aura désormais son autonomie en se hissant au rang de direction régionale.

Cette nouvelle structure à laquelle sera rattachée l'antenne de la wilaya de Béjaïa, et qui sera opérationnelle à partir du 2 janvier 2010, offrira une meilleure qualité des prestations et de service au profit des nombreux partenaires et affiliés de la caisse issus des wilayas de Béjaïa et Tizi-Ouzou.

Par ailleurs, cette ville a accueilli, dans la journée de mercredi dernier, une journée d'information ayant porté sur le chômage intempéries dans le secteur du BTPH.

Près de 130 personnes représentant des entreprises, des banques, des directions de wilaya en rapport avec le secteur du BTPH, l'inspection du Travail, les services de la météorologie ainsi que des cabinets comptables ont pris part à cette journée durant laquelle des exposés explicatifs ont été donnés sur les procédures de contrôle et d'octroi ainsi que sur les conditions de fonctionnement et d'éligibilité aux indemnités liées au régime chômage intempérie applicable aux salariés des secteurs du BTPH qui travaillent en milieu ouvert.

Le contrôle et la véracité de la déclaration de l'arrêt des chantiers en cas d'intempéries, l'allégement des procédures d'octroi des indemnités de même que les relations entre affiliés, employeurs et la caisse ont été les nombreuses préoccupations soulevées dans les débats. Pourquoi ne pas verser l'indemnité directement au salarié ? Pourquoi ne pas faire une déclaration mensuelle d'arrêt des chantiers ? s'est interrogé un intervenant qui a parlé de procédures bureaucratiques et compliquées. M. Mekioui, directeur de la caisse régionale de Boumerdès, nous parlera de la portée sociale des prestations de la caisse qui sécurise le travailleur et permet à l'employeur de fidéliser ses salariés.

S. A. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

Les prix des fruits et légumes flambent

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il suffit de quelques gouttes de pluie pour que les prix des fruits et légumes flambent atteignant un niveau inimaginable.

Une petite virée dans les marchés nous permet de constater de visu les prix affichés par les marchands de fruits et légumes, et qui, en l'espace de trois jours, ont connu des augmentations de plus de 40%, du jamais vu dans les mœurs de la société. La pomme de terre qui était cédée à 40 DA le kilo la semaine dernière est vendue à 50 DA le kilo, la laitue passe de 30 à 50 DA, l'oignon rafle la vedette aux autres légumes puisque son prix est de 70 DA le kilo, la carotte et le navet sont à 50 DA ; alors qu'ils n'excédaient guère les 35 DA la semaine dernière, la tomate a vu son prix doubler pour atteindre les 120 DA, alors qu'il se négociait ces deux derniers jours de pluie à 50 et 60 DA. Le chou-fleur est passé au double, de 30 DA à 60 DA. Concernant les fruits, la datte, qui en principe devait être abondante puisqu'on est en pleine saison de cueillette, son prix est de 120 DA pour le dernier choix. Les autres choix, leurs prix varient de 160 à 240 DA. Les pommes sont exposées à des prix oscillants entre 120 et 180 DA, les oranges aussi sont vendues à un prix que les petites bourses ne peuvent qu'admirer la rondeur et la couleur du fruit, la clémentine et la thomson sont cédées à 140 DA, la banane est cédée à 140 DA le kilo.

A chaque précipitation de pluies, une importante hausse des prix des fruits et légumes est constatée, tout comme pour le bétail où à chaque goutte de pluie, leurs prix s'enflamment, surtout à la veille de la fête de l'Aïd El-Adha.

Les petites bourses sont condamnées à en payer le prix.

S. B.